

Réponse et résilience

Bulletin du bureau de l'UNESCO pour l'éducation dans les situations d'urgence

En septembre dernier, alors que les Caraïbes affrontaient la pire saison cyclonique de leur histoire, deux tremblements de terre dévastateurs ont frappé le Mexique. De tels cataclysmes peuvent survenir à tout moment et n'importe où sur la planète. Ils appellent non seulement une réaction immédiate, mais également la mise en place d'une vision à long terme pour limiter l'impact sur les écoles et les élèves.

Par son expertise en matière de gestion des catastrophes et de coordination, l'UNESCO, sous l'impulsion du bureau pour l'Éducation dans les situations d'urgence (Desk for Education in Emergencies, EiE) joue un rôle prépondérant dans l'encadrement du travail en partenariat avec les ministères nationaux de l'éducation, afin d'instaurer un processus de résilience face à des catastrophes de ce type.

À la suite du grave séisme qui a dévasté le Népal et détruit 8 535 structures éducatives en avril 2015, interrompant la scolarité de plus de deux millions d'enfants, l'UNESCO a pu ainsi réagir en temps réel. L'organisation a mis sur pied une équipe chargée d'effectuer des Évaluations de besoins post-catastrophe (Post Disaster Needs Assessments, PDNAs) et a coordonné les efforts déployés pour rétablir les services éducatifs, permettant la reconstruction de 1 600 écoles et bâtiments scolaires, tout en préparant la région à réagir à d'éventuelles situations de crise.

En septembre dernier, l'UNESCO a été appelée à mener d'autres Évaluations de besoins post-catastrophe à Antigua-et-Barbuda, et à estimer la gravité des dégâts causés par l'ouragan Irma sur le système éducatif.

Même si les tempêtes et les régions touchées ne se ressemblent pas, les enseignements tirés de chacune de ces gestions de catastrophes peuvent permettre d'affronter les situations d'urgence à venir de manière plus optimale.

Madagascar : mobilisation aux côtés du ministère

Avant même que le cyclone Enawo ne frappe le nord de l'île, en mars dernier, le secteur de l'éducation à Madagascar se trouvait déjà dans un état particulièrement précaire : le taux global de décrochage scolaire y avoisinait les 40%, certaines régions ayant même été contraintes de fermer près de la moitié des bâtiments scolaires.

Le cyclone a emporté sur son passage ce qu'il restait des infrastructures scolaires malgaches. Environ 2 300 salles de classe ont été complètement détruites par des vents atteignant les 200 km/h ; quant aux pluies torrentielles, elles ont endommagé plus de 3 900 bâtiments, privant près de 120 000 enfants d'accès aux équipements éducatifs, en particulier dans la région de Sava, au nord de l'île.

Avec la disparition brutale de ce qui constituait le noyau fragile d'un système d'éducation en difficulté, la nécessité de survivre a pris le pas sur celle d'apprendre. Le ministère de l'éducation, déjà en proie à des problèmes financiers d'envergure, s'est vu forcé de déclarer l'état d'urgence.

Pour répondre à cette situation catastrophique, l'UNESCO s'est mobilisée pour rétablir les services éducatifs de la région dévastée par le cyclone, tout en renforçant les capacités de réaction du ministère de l'éducation nationale en termes de gestion de crise, en accord avec la Planification du Secteur de l'Éducation (Educational Sector Plan) pour la période 2018-2022.

Au menu de ces actions figurait également l'amélioration de la coordination et de la communication entre le ministère de l'éducation, les autorités locales et les organisations membres du Bureau Éducation présentes dans la région de Sava.

L'équipe a ainsi constaté qu'en cas de catastrophe, l'aide immédiate pouvait favoriser la mise en place de plans de prévention et l'instauration d'une coopération étroite, sur le long terme, entre les différents groupes à l'oeuvre dans le pays.

Avec l'aide de l'UNESCO, c'est la capacité de résilience, certainement aussi cruciale que les programmes pédagogiques ou la formation des enseignants, qui se trouve ainsi intégrée au coeur même du système éducatif.

À travers cette collaboration, l'UNESCO a veillé à ce que les opérations d'aide à venir ne soient pas menées au détriment des objectifs du secteur éducatif. En effet, à Madagascar, l'éducation doit faire face à de nombreux défis – qui ne sont pas forcément liés aux conditions météorologiques. Toujours est-il qu'aujourd'hui, les responsables nationaux comprennent mieux les avantages qu'il y a à se préparer au pire, peu importe le temps qu'il fait.

« La fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ne feront que s'accroître, malheureusement, dans les années à venir.

Il est nécessaire de renouveler les investissements de toute urgence, afin de minimiser l'impact sur les étudiants et de mieux préparer les systèmes éducatifs à affronter ce genre de crise ».

– Gordon Brown, Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale

Pérou : planification à long terme

Sur le littoral péruvien, les élèves s'apprêtaient à démarrer une nouvelle année scolaire lorsque des précipitations exceptionnelles, qui ont duré plusieurs semaines au début de l'année 2017, ont provoqué des inondations catastrophiques et des coulées de boue dévastatrices. Dans la région de Piura au nord-ouest du pays, l'une des zones les plus touchées, des villes entières ont été balayées.

Les inondations ont affecté 950 000 personnes, et on estime à 150 000 le nombre de personnes qui ont dû être relogées. De nombreux enfants n'ont pas pu retrouver les bancs de l'école pour la nouvelle année scolaire – qui dans le pays commence traditionnellement à la fin du mois de mars –, les inondations ayant détruit plus de 50 écoles et endommagé 1 800 autres.

Au lendemain de la catastrophe, le ministère de l'éducation du Pérou s'est tourné vers l'UNESCO afin d'évaluer l'étendue des dégâts occasionnés au sein des services d'éducation. L'UNESCO, en tant qu'expert reconnu dans l'Évaluation des besoins post-catastrophe (PDNAs), a rapidement déployé une mission dans le but de mesurer l'impact global, notamment sur l'économie et les infrastructures de la région. Durant 30 jours, les membres de la mission ont parcouru la zone sinistrée, consignait l'état des bâtiments scolaires afin de rendre compte des défis auxquels les élèves, les enseignants et le personnel administratif, devraient faire face.

L'équipe a découvert que nombre des établissements scolaires encore debout avaient été transformés en abris, en vue d'accueillir temporairement les familles touchées par les inondations. Une mesure qui risquait de compromettre les efforts fournis pour assurer la rentrée des enfants.

La mission de l'UNESCO a par la suite remis un rapport au ministère de l'éducation du Pérou : celui-ci a alors évalué les coûts d'investissements initiaux pour les actions d'urgence, la réhabilitation et la reconstruction des établissements scolaires. Le ministère a également émis des recommandations visant au rétablissement du système éducatif national sur le long terme.

Une mission de suivi a enfin concentré son action sur dix communautés dans les provinces de Morropón et d'Huancabamba, s'attachant à y établir de nouvelles écoles et à fournir des espaces d'apprentissage alternatifs à 400 élèves. En travaillant de concert avec les autorités régionales, l'équipe d'intervention a également élaboré un plan de réduction des risques de catastrophes, plan destiné à éviter qu'à l'avenir ces catastrophes n'interrompent le processus scolaire.

Les efforts combinés des experts de l'UNESCO et des autorités nationales ont réellement permis de donner aux communautés sinistrées de Piura les moyens de se relever de cette catastrophe, tout en leur présentant un plan d'intervention de crise plus solide.



| Inauguration d'une classe au Pérou - ©UNESCO

CHIFFRE-CLÉ

1 700

C'est le nombre d'écoles touchées
par l'ouragan Irma à Cuba
(dont 500 à la Havane)

Népal : investir dans la résilience

Depuis le séisme dévastateur qui a frappé le Népal en 2015, l'UNESCO – qui fait partie intégrante du Cluster Éducation mené par le département de l'éducation – a joué un rôle clé dans la conduite des Évaluations des besoins post-catastrophe dans ce pays montagneux. L'UNESCO fait dorénavant face à une nouvelle urgence : au début du mois d'août 2017, de fortes précipitations ont provoqué de fortes inondations dans 35 des 75 districts du pays.

Les autorités ont tenté, tant bien que mal, de reloger les habitants, transformant de nombreux bâtiments municipaux, y compris des écoles, en abris temporaires censés accueillir environ 19 000 personnes.

Comme c'est le cas lors de nombreuses catastrophes naturelles, ces inondations ont eu un impact considérable sur la vie des jeunes népalais. La destruction de 1 866 écoles a entraîné le déplacement de plus de 170 000 élèves, pour qui le processus d'apprentissage risque d'être interrompu à plus ou moins longue échéance. Ni les services éducatifs responsables de la petite enfance, ni le soutien psychosocial ne sont en mesure d'être assurés, une source d'inquiétude tant pour les autorités gouvernementales que pour les organismes humanitaires.

En réponse à ces problèmes, un partenariat entre l'UNESCO et le département de l'éducation népalais a été conclu afin d'améliorer le bien-être des élèves. Ensemble, les deux entités aspirent à améliorer la capacité des autorités locales à prendre en charge les besoins psychosociaux des élèves, dans des situations d'urgence et de post-urgence. Le projet comprend également un module de formation destiné à sensibiliser les enseignants et le personnel scolaire à la promotion de l'hygiène et à la diffusion d'informations essentielles dans ces cas d'urgence.

Le projet offre un cadre d'action pérenne à l'aide humanitaire dans le secteur de l'éducation. Une façon de rappeler qu'investir dans la résilience reste aujourd'hui notre meilleur espoir de réduire le coût des crises de demain.

L'action de l'UNESCO est soutenue par Education Cannot Wait, un nouveau fonds pour l'éducation en situations d'urgence créé par l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation